

A

la lecture de l'article 1 de la Constitution de la République française, on s'abstient de parler d'une « France noire », la France étant « *une République indivisible, laïque, démocratique et sociale* » et, mieux encore, elle « *assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion...* » Mais voilà, il y a, d'un côté les textes, et de l'autre, la réalité qui saute de plus en plus aux yeux. Quelle est la vraie photographie de la France aujourd'hui ? Le constat est indéniable : qu'on le veuille ou non, il y a une *France noire* composée de ceux qu'on qualifie de plus en plus de « Noirfrançais », et la patrie devrait composer avec eux, à moins de laisser s'installer le sentiment d'une hégémonie fondée sur une domination raciale qui, ailleurs, en 1963, poussa l'Africain-Américain James Baldwin à écrire son fameux essai au titre apocalyptique, *La prochaine fois, le feu...*

On pourrait prêcher l'indifférence, et donc tourner le dos à l'évolution de la société française en prenant comme bouclier les principes abstraits qui, à défaut d'être effectifs, nourrissent la bonne conscience de certains et font le bonheur des démagogues. Il suffit de prendre le métro parisien, de s'arrêter un instant aux stations Château-Rouge et Château-d'Eau ou de visiter certaines banlieues des grandes villes françaises — avec des noms rebaptisés comme « Mississippi » ou « Bamako » — pour que s'empare de nous la tentation de ranger dans un coin bon nombre de livres d'histoire ou de textes censés nous apprendre l'histoire de France, à nous autres qui sommes venus d'ailleurs ou qui sommes nés ici, de parents étrangers. Les « Noirfrançais » sont des citoyens à part entière et, dans une certaine mesure, c'est même la définition de l'expression « Français moyen » qu'il faudrait désormais réviser car ces hommes et ces femmes écrivent ou réécrivent les pages de l'histoire de cette nation avec des crayons de couleur.

En réalité, Européens, Antillais, Guyanais, Africains, Haïtiens et Réunionnais, nous avons créé de toutes pièces cette autre France, parce que, sans doute n'étions-nous pas préparés à ce qui jaillirait de la *rencontre*. D'ailleurs, les Africains eux-mêmes ont souvent imaginé la France comme un pays de Blancs et, parallèlement, pour certains Français, parler de la France c'est parler d'un pays peuplé de Blancs. Parce que la France n'a pas été, comme les États-Unis, un territoire de peuplement avec une superposition « d'ethnies » bien compartimentées. Si outre-Atlantique, la présence des Noirs s'expliquait entre autres par le commerce triangulaire, en France métropolitaine, il n'en était pas ainsi. Nous avons traversé l'Histoire d'abord comme des « sauvages » et des « indigènes », puis des « tirailleurs » dans les guerres européennes avant de comprendre ce que voulait dire le Blanc lorsqu'il prononçait le mot « Nègre ». Il nous fallait détourner ce mot, en faire une fierté, — toujours comme les Africain-Américains —, et nous nous en sommes emparés pour lancer un des mouvements les plus marquants de la pensée noire, la *Négritude*.

Qu'y avait-il d'offensant dans le mot « Noir » ou « Nègre » pour qu'on les remplaçât bien plus tard par le terme anglophone « Black » ? À chaque époque son vocabulaire et sa manière d'édulcorer les concepts. Les anglophones avaient eux aussi le terme « *Negro* », ou pire, « *Nigger* » ! Toujours est-il que d'autres qualifications allaient suivre pour nous désigner, et finalement questionner notre présence, douter de sa légitimité et de son opportunité en nous englobant dans un terme plus générique : nous étions tout simplement des *immigrés*, même lorsque nous n'avions connu qu'un seul territoire, la France !

Les Noirs de France — comme on le verra tout au long de ce livre — ont une longue et sinieuse histoire. Leur présence est le résultat de multiples facteurs associant, entre autres,

la stratégie politique du pays d'accueil pendant les périodes les plus sombres de son histoire, la quête des Africains ou des « Domiens » d'une vie meilleure ou encore l'émergence d'une descendance qui n'a plus rien à voir avec le continent noir mais qui estime qu'on ne la reconnaît pas dans le pays où elle est née. La composition hétéroclite de la *France noire* m'a toujours conduit à réfuter l'existence d'une « communauté noire » française. Une telle communauté aurait nécessité une histoire commune, ou du moins une idée centrale qui, si elle était foulée par la République, donnerait au groupe le sentiment de marginalisation.

Or qu'y a-t-il de commun, en dehors de la couleur de peau, entre un Noir en situation régulière qui étudie à Sciences-Po, un sans-papiers d'Afrique de l'Ouest, un réfugié haïtien ou un Antillais de couleur qui, normalement, vient d'un département considéré comme une portion du territoire français ? Rien. En général, ils ne se connaissent d'ailleurs pas et placent leurs rapports sur les vestiges des préjugés nés du monde occidental et qui ont justifié l'esclavage ou la colonisation. En France, le Sénégalais, le Réunionnais et le Congolais sont des étrangers entre eux, ne parlant pas une langue commune venue d'Afrique mais le français. Et il en va ainsi de la plupart des Africains. Fiers d'être des sœurs et des frères noirs, fiers de venir du « berceau de l'humanité », d'un peuple qui a « beaucoup souffert », tout laisserait à penser qu'en France ils seraient dans une communauté très soudée. Grave erreur. Ils ne peuvent fonder leur lien sur l'histoire de l'esclavage (ou celle de la colonisation) parce que la plupart des sociétés ont subi ces dominations — faut-il rappeler d'ailleurs l'esclavage fait par des Noirs contre les Noirs ? La « race noire » ne pourrait donc revendiquer éternellement le funeste monopole de la victime. Pour que l'esclavage eût été le moteur d'une communauté en France, encore eût-il fallu que les Noirs

aient pour la plupart échoué dans ce territoire par le biais de ce trafic. Ce qui n'est pas le cas. L'esclavage est une des raisons qui expliquent ce que les Noirs de France perçoivent comme le ciment de la communauté des Africains-Américains. Et on en arrive presque à envier ces « sœurs » et ces « frères » arrachés du continent noir. Or ces derniers n'ont pourtant pas un « territoire de repli », à la différence des Noirs de France. En cela, j'entends que lorsqu'un Africain-Américain subit une injustice, il ne peut se dire : « Tant pis, on ne veut pas de moi ici, je rentre dans mon pays d'origine ! ». Le Noir de France peut *encore* le dire, et même exhiber le pays d'origine de ses parents ou le « territoire mythique » de ses ancêtres comme une menace à une France sourde et indifférente à ses revendications. Ces pays de substitution sont un des freins à l'émergence d'une autre France. En somme, les Noirs de France sont en quelque sorte des *citoyens de l'alternative*. Si je ne suis pas accepté ici, je peux toujours aller là-bas, quitte à me perdre encore plus dans ma terre d'origine ou celle de mes parents.

Aujourd'hui, c'est quasiment une hérésie de dire qu'on n'est plus de là-bas et qu'on est désormais d'ici. La rupture du cordon ombilical est le premier élément qui nous plonge dans une nouvelle vie. Mais combien de Noirs de France ont tranché ce nœud gordien ? Nous souhaitons être admis sur un territoire tout en gardant dans notre inconscience — et même dans notre conscience — un territoire de substitution, un territoire mythique qui, en réalité, nous est étranger et ne nous attend pas. La grande interrogation est plus que jamais celle de la *citoyenneté*, *notre* citoyenneté dans le territoire d'adoption. *France noire* devient dans ce sens un livre qui nous dépeint et nous révèle, parce qu'il s'agit ici et maintenant de se souvenir de ce qui était gravé sur le fronton du temple d'Apollon à Delphes : *Connais-toi toi-même*.